

Canada – United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada – États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la réunion hivernale annuelle
de la National Governors Association (NGA)**

Groupe interparlementaire Canada–États-Unis

**Washington, D.C., États-Unis d'Amérique
du 23 au 25 février 2018**

Rapport

MEMBRES ET PERSONNEL DE LA DÉLÉGATION

Du 23 au 25 février 2018, l'honorable Wayne Easter, C.P., député, et coprésident de la Section canadienne du Groupe interparlementaire Canada–États-Unis (GIP) a dirigé une délégation à l'occasion de la réunion hivernale annuelle de la National Governors Association (NGA) tenue à Washington, D.C. Les autres délégués étaient la sénatrice Anne Cools et le sénateur Scott Tannas, Kerry Diotte, député et vice-président et Marc Serré, député. La délégation était accompagnée de M^{mes} Miriam Burke et June Dewetering, respectivement secrétaire générale et conseillère principale de la Section canadienne.

LA RÉUNION

Fondée il y a plus de 100 ans lorsque le président Theodore Roosevelt a réuni les gouverneurs pour discuter des ressources du pays, la NGA se fait la porte-parole de 50 États, trois territoires et deux États Commonwealth. Non seulement la NGA représente-elle les gouverneurs au Capitole et devant l'Administration américaine pour les dossiers fédéraux qui les concernent, mais elle s'occupe aussi d'élaborer et de mettre en œuvre des solutions à divers problèmes de politiques publiques.

La NGA, qui se réunit tous les ans – une fois l'été et une fois l'hiver – est dirigée par un président, un vice-président et un comité exécutif. Les gouverneurs participent aux travaux de cinq comités permanents (développement économique et commerce; éducation et main-d'œuvre; santé et services à la personne; sécurité intérieure et sécurité publique; ressources naturelles).

Pour 2018, le thème retenu pour les activités de la NGA – y compris pour les réunions hivernale et estivale – est le suivant « À l'avant-garde : gouverneurs de l'innovation ». Cette initiative a été choisie par le président de la NGA, le gouverneur du Nevada Brian Sandoval.

OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION POUR LA RÉUNION

Les membres de la Section canadienne du GIP participent aux réunions hivernales et estivales de la NGA depuis plusieurs années. Lors de la réunion, les délégués se sont entretenus avec plusieurs gouverneurs dont Steve Bullock (Montana), Doug Burgum (Dakota du Nord), John Carney (Delaware), Dennis Daugaard (Dakota du Sud), Mary Fallin (Oklahoma), Gary Herbert (Utah), John Hickenlooper (Colorado), Larry Hogan (Maryland), Matt Mead (Wyoming), Butch Otter (Idaho), Brian Sandoval (Nevada), Phil Scott (Vermont), Rick Snyder (Michigan), Bill Walker (Alaska) et Scott Walker (Wisconsin). Ils ont abordé, entre autres questions, des sujets comme la nature et la valeur des relations commerciales entre le Canada et leurs États respectifs. Des entretiens privés informels ont également eu lieu avec les gouverneurs Doug Burgum, John Carney et Butch Otter.

Grâce à leurs échanges avec les gouverneurs, les membres de la Section canadienne du GIP sont mieux à même de trouver des points de convergence entre les politiques nationales des deux pays, d'établir un dialogue sur les points de divergence, d'encourager l'échange de renseignements et de favoriser une meilleure compréhension des dossiers d'intérêt commun. Par ailleurs, les réunions offrent une bonne occasion aux membres de la Section canadienne d'exprimer leurs points de vue et de recueillir de l'information sur des questions qui intéressent les États et qui touchent le Canada.

ACTIVITÉS AU COURS DE LA RÉUNION

Les séances suivantes ont eu lieu à la réunion hivernale 2018 de la NGA :

- Le recouplement de l'innovation et des partenariats internationaux : NGA Future et NGA Global
- Allocution prononcée par l'honorable Malcolm Turnbull, premier ministre de l'Australie (séance plénière 1 – international)
- L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture (séance plénière 2 – agriculture)
- La crise des opioïdes : ce qui fonctionne et quelles sont les prochaines étapes (séance plénière 3 – santé)
- À l'avant garde : gouverneurs de l'innovation et remédier aux écarts de compétences (séance plénière 4 – innovation)
- Allocution prononcée par l'honorable Nana Akufo-Addo, président du Ghana
- Voies vers la prospérité : l'avenir de l'innovation dans l'enseignement supérieur (séance plénière 5 – main d'œuvre et éducation)
- Prendre soin de nos anciens combattants en leur offrant des traitements et des services de réadaptation novateurs (séance plénière 6 – anciens combattants)
- Le développement économique et l'avenir du travail (séance plénière 7 – planification du développement économique).

Le présent rapport résume certains des points soulevés lors de séances sélectionnées.

LE RECOUPEMENT DE L'INNOVATION ET DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX : NGA GLOBAL

Durant la discussion de la séance d'ouverture de NGA Global, des gouverneurs américains, notamment Larry Hogan et Brian Sandoval – et des premiers ministres provinciales, des ambassadeurs et divers autres représentants de plusieurs pays ont mis en relief les questions suivantes :

- Le développement économique, la création d'emplois, le perfectionnement de la main-d'œuvre, l'éducation et le commerce font partie des principales priorités de tous les gouvernements infranationaux; les gouvernements nationaux jouent un rôle de chef de file quant à l'élaboration des politiques économiques internationales qui ont une incidence sur toutes ces priorités.
- Bien que les gouvernements nationaux contribuent à mettre en place les « conditions de la réussite », ce sont souvent les gouvernements infranationaux qui « font avancer les choses ».
- Les dirigeants de tous les ordres de gouvernement devraient mettre en commun les pratiques exemplaires et collaborer en vue de la réalisation des objectifs économiques communs, entre autres.
- Lors de l'établissement de leurs priorités internationales, les décideurs infranationaux et nationaux devraient tenir compte des points forts existants et de leurs avantages comparatifs et concurrentiels.
- Les missions commerciales contribuent à consolider « l'empreinte » internationale d'un gouvernement et devraient avoir lieu régulièrement dans des pays clés afin de « créer et de maintenir des liens ».
- Il est essentiel d'effectuer des activités de suivi au terme d'une mission commerciale, activités qui pourraient être menées dans le cadre d'une présence permanente « sur le terrain ».
- Les décideurs politiques peuvent « ouvrir des portes » pour les entreprises dans d'autres pays.
- S'il est important d'établir des relations commerciales dans les pays étrangers, il faudrait également créer des liens avec les établissements d'enseignement et ne pas négliger les possibilités touristiques, entre autres.
- Les entreprises doivent avoir accès à un nombre suffisant d'employés qui possèdent les compétences requises; le secteur privé devrait collaborer avec les établissements d'enseignement pour l'élaboration des programmes d'études.
- Le perfectionnement de la main-d'œuvre peut comprendre, entre autres, les apprentissages, les stages coopératifs et divers autres types de formation en cours d'emploi.
- Tous les pays « modernes » font face à un déficit d'infrastructure et manquent de capitaux pour résorber ce déficit. Certains pays se dotent de modèles de financement innovants, notamment les partenariats public-privé.

**ALLOCUTION PRONONCÉE PAR L'HONORABLE MALCOLM TURNBULL,
PREMIER MINISTRE DE L'AUSTRALIE ET OBSERVATIONS DES DIRIGEANTS
INFRANATIONAUX AUSTRALIENS**

L'honorable Malcolm Turnbull, *premier ministre de l'Australie*

- Les relations entre l'Australie et les États-Unis sont « parvenues à maturité » il y a 100 ans lorsque les deux pays étaient alliés durant la Première Guerre mondiale; les deux pays ont été des « partenaires » pendant 100 ans.
- L'Australie et les États-Unis ont forgé des liens de confiance indestructibles et se tiennent « côte à côte » dans tous les conflits majeurs; les pays ont des objectifs communs concernant l'Afghanistan, l'État islamique en Iraq et au Levant, les Philippines, entre autres.
- Le partage de renseignements entre l'Australie et les États-Unis permet de sauver des vies, en Australie, aux États-Unis et dans d'autres pays.
- L'Australie et les États-Unis réunis sont beaucoup plus « vastes » que la somme des parties des États.
- L'Australie et les États-Unis ont établi des liens dans le domaine du commerce et de l'éducation, entre autres; de plus, les deux pays ont créé des réseaux de confiance personnelle et partagent des valeurs politiques.
- À l'instar des États-Unis, l'Australie définit son identité nationale en fonction de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de la règle de droit, et de l'esprit d'entreprise que ces valeurs confèrent et non pas en fonction de la race, de la religion ou de l'origine ethnique des personnes.
- La liberté, la sécurité et les perspectives sont des « principes » difficiles à mettre en place, mais qui peuvent facilement être « foulés aux pieds ».
- Depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont orienté la coopération mondiale, contribué à la mise en place du système commercial et favorisé la sécurité et la prospérité collectives ainsi que la croissance économique, l'innovation et le progrès humain.
- L'Australie désire travailler avec les États-Unis en ce qui concerne les réformes de l'Organisation mondiale du commerce.
- Un des objectifs de l'Australie est la mise en place d'une zone d'échange unique pour une région Indo-Pacifique ouverte, inclusive et prospère.
- Il faut éviter de céder à « l'attrait facile » du protectionnisme; l'expansion des échanges est synonyme de création d'emplois et d'un investissement accru.
- La concurrence stratégique ne devrait pas créer d'ensembles économiques rivaux et les grands États ou pays ne devraient pas faire preuve de coercition envers leurs homologues de plus petite taille.

- La balance commerciale Australie États-Unis est « nettement » en faveur des États-Unis et les économies des deux pays s'aident mutuellement à « prospérer ».
- Les gouvernements ont l'obligation d'assurer la sécurité et la liberté, notions qui se renforcent l'une l'autre; dans cette optique, il convient essentiellement de déterminer quels sont le niveau et le type de sécurité requis pour assurer la liberté.
- L'innovation est essentielle pour la productivité et, par le fait même, pour la croissance, la prospérité et la hausse du niveau et de la qualité de vie.
- En ce qui concerne l'innovation et la commercialisation, les États-Unis sont « sans rivaux »; les États américains contribuent à assurer le maintien en place d'une main-d'œuvre qui favorise l'innovation.
- Aux États-Unis, la réduction récente de l'impôt fédéral entraînera un accroissement des investissements et la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité.
- L'Australie est en train de réduire l'impôt des sociétés.
- L'Australie veut faire partie des dix principaux exportateurs mondiaux du secteur de la défense.
- Les entreprises australiennes et américaines devraient travailler en collaboration dans les autres pays.
- Les entreprises concurrentielles et respectueuses des lois devraient avoir la possibilité de réussir.
- « L'Amérique d'abord », ne signifie pas « l'Amérique seule ».
- Le leadership exercé par les États-Unis est dans l'intérêt du monde entier et dans l'intérêt des États-Unis.
- L'engagement et la puissance stratégique des États-Unis n'ont pas été sans conséquence pour le pays et le monde ne devrait pas tenir ses contributions « extraordinaires » pour acquises; il est raisonnable de s'attendre à ce que les autres pays « fournissent leur part d'efforts » et s'acquittent de « leur juste part ».

Daniel Andrews, *premier ministre du gouvernement de l'État de Victoria*

- Dans l'État de Victoria, l'innovation se porte bien, notamment dans les secteurs de la biotechnologie, de la recherche médicale et de la cybersécurité.
- Les partenariats public-privé sont populaires dans l'État de Victoria.

- L'État de Victoria a notamment recours au recyclage des actifs pour financer les infrastructures.

Mark McGowan, *premier ministre du gouvernement de l'Australie-Occidentale*

- Le secteur minier est important dans l'État de l'Australie-Occidentale.
- Beaucoup d'entreprises installent leurs sièges sociaux dans l'État de l'Australie-Occidentale, car celui-ci se trouve dans un fuseau horaire qui est commun à 60 % de la population mondiale.

Annastacia Palaszczuk, *première ministre du gouvernement du Queensland*

- Il existe de nombreuses occasions pour l'Australie et les États-Unis de travailler ensemble et de mettre leurs idées en commun.
- L'État du Queensland continue de diversifier son économie pour dépendre moins de l'agriculture et d'autres ressources; de plus, il existe des perspectives dans le secteur des énergies renouvelables et de la technologie.
- Les gens devraient être formés pour occuper les emplois de l'avenir.
- L'innovation crée les emplois de l'avenir.
- La collaboration peut être garante de meilleurs résultats.

Gladys Berejiklian, *première ministre du gouvernement de la Nouvelle-Galles-du-Sud*

- L'État de la Nouvelle-Galles-du-Sud a adopté une approche novatrice concernant le recyclage d'actifs, approche qui permet de répondre à certains besoins en infrastructure.
- Dans l'État de la Nouvelle-Galles-du-Sud, l'investissement à impact social est significatif.

Michael Gunner, *ministre en chef du gouvernement du Territoire du Nord*

- Le Territoire du Nord de l'Australie est très engagé avec l'Asie; sur le plan géographique, il est plus proche d'un certain nombre de pays asiatiques qu'il ne l'est de la capitale du pays, Canberra.
- Les gens veulent pouvoir investir facilement au-delà des frontières des États.

Andrew Barr, *ministre en chef du gouvernement du Territoire de la capitale de l'Australie*

- Le Territoire de la capitale de l'Australie cherche à attirer de nouveaux capitaux et investissements.

- Le Territoire de la capitale de l'Australie possède un solide secteur spatial.

LA CRISE DES OPIOÏDES : CE QUI FONCTIONNE ET QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES

Alex Azar, *secrétaire du département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis*

- Le gouvernement fédéral des États-Unis devrait compléter et renforcer les efforts déployés par ses États respectifs.
- Les États américains sont « en première ligne » en ce qui concerne la crise des opioïdes.
- Pour faire face à la crise des opioïdes, le département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis s'est doté de la stratégie en cinq volets suivante :
 - Faire mieux comprendre la crise en améliorant la surveillance de la santé publique et les données s'y rapportant.
 - Soutenir la recherche sur la douleur et la dépendance.
 - Mettre l'accent sur les pratiques exemplaires en ce qui concerne la gestion de la douleur.
 - Promouvoir l'utilisation de médicaments qui neutralisent les effets des surdoses.
 - Améliorer l'accès au traitement et aux services de réadaptation.

Suite à la présentation du secrétaire Alex Azar, Noam Levey du *Los Angeles Times* a animé une discussion entre les gouverneurs américains sur la crise des opioïdes qui sévit aux États-Unis.

Tom Wolf, *gouverneur de la Pennsylvanie*

- L'épidémie d'opioïdes que l'on observe aux États-Unis est une crise médicale; ce n'est pas un signe d'immoralité;
- Les médicaments sur ordonnance sont des drogues d'introduction.

Doug Ducey, *gouverneur de l'Arizona*

- Pour la plupart des gens, la dépendance s'installe après cinq ou six jours de prise d'un opioïde.

Steve Bullock, *gouverneur du Montana*

- Les opioïdes sont en passe de devenir le plus gros problème des États-Unis.
- Les gens ont tendance à « stocker » les médicaments sur ordonnance.

- Les registres de médicaments sur ordonnance contribuent efficacement à la réduction de la toxicomanie.
- Les gens devraient être informés au sujet des opioïdes et les traitements destinés aux personnes qui ont une dépendance devraient être améliorés.

Asa Hutchison, *gouverneur de l'Arkansas*

- La crise des opioïdes doit être considérée dans son ensemble et des solutions globales devraient être envisagées.
- Les programmes de récupération des médicaments sont efficaces.

Matt Bevin, *gouverneur du Kentucky*

- Des efforts devraient être déployés en vue de réduire le nombre de personnes qui deviennent dépendantes aux opioïdes.
- Toutes les parties prenantes concernées devraient intervenir pour résoudre la crise des opioïdes qui frappe les États-Unis; ces parties prenantes comprennent les personnes qui sont dépendantes et les membres de leur famille, les médecins, les agents chargés de l'application de la loi et les membres de l'appareil judiciaire.
- Il peut être efficace pour réduire la dépendance de fixer une limite de trois jours aux prescriptions initiales.
- Les messages d'intérêt public sur les opioïdes devraient impliquer les jeunes; les jeunes ont de meilleures chances de « rejoindre » d'autres jeunes.

Roy Cooper, *gouverneur de la Caroline du Nord*

- L'usage abusif d'opioïdes est à l'origine de la crise des opioïdes aux États-Unis.
- L'absence de couverture d'assurance maladie peut être problématique si cela empêche les gens d'avoir accès aux traitements dont ils ont besoin pour traiter leur dépendance aux opioïdes.

Bill Walker, *gouverneur de l'Alaska*

- Le milieu médical doit faire partie de la solution à la crise des opioïdes aux États-Unis.

Doug Burgum, *gouverneur du Dakota du Nord*

- Il faut mettre sur pied une approche pangouvernementale pour s'attaquer à la crise des opioïdes qui frappe les États-Unis et toutes les parties prenantes concernées doivent être engagées dans la recherche de solutions.

Charlie Baker, *gouverneur du Massachusetts*

- Des solutions de rechange aux opioïdes comme la physiothérapie, l'acupuncture et les massages devraient être offertes pour gérer la douleur.
- Pour s'attaquer à la crise des opioïdes qui frappe les États-Unis, il est important de « maintenir le cap » et de ne « pas relâcher les efforts »; nous progresserons, mais cela prendra du temps.

Phil Scott, *gouverneur du Vermont*

- En ce qui concerne les opioïdes, la prévention, le traitement, le rétablissement et l'application de la loi sont les « piliers » de la « structure à quatre piliers ».
- Il devrait y avoir suffisamment de centres de traitement contre la dépendance aux opioïdes; une personne qui désire un traitement devrait y avoir facilement accès.

Rick Snyder, *gouverneur du Michigan*

- En ce qui concerne la crise des opioïdes, un changement de culture est nécessaire; il faudrait mettre l'accent sur l'aide plutôt que sur l'incarcération.

Gary Herbert, *gouverneur de l'Utah*

- Les bases de données peuvent être utilisées pour faire le contrôle des prescriptions rédigées pour chaque personne.

Larry Hogan, *gouverneur du Maryland*

- La crise des opioïdes aux États-Unis est une situation d'urgence qui s'apparente à une catastrophe naturelle; par conséquent, elle doit être traitée comme telle.
- Le fentanyl et le carfentanyl constituent « la prochaine vague ».

Kate Brown, *gouverneure de l'Oregon*

- La toxicomanie touche d'une façon ou d'une autre la vie de presque tout le monde.
- Il faut éliminer les préjugés susceptibles d'empêcher les personnes dépendantes de chercher à bénéficier un traitement.

À L'AVANT-GARDE : GOUVERNEURS DE L'INNOVATION ET REMÉDIER AUX ÉCARTS DE COMPÉTENCES

Ginni Rometty, *IBM*

- Le changement technologique force les entreprises à se réinventer et à se repositionner; de même, les façons dont les personnes travaillent sont à réinventer.
- Il est important de gérer de façon responsable les nouvelles technologies.
- L'intelligence artificielle constitue l'enjeu et la possibilité de notre époque; elle doit être « introduite de façon sécuritaire », en tenant compte des éléments suivants :
 - Clarté de l'objectif – par exemple, l'intelligence artificielle renforcera-t-elle les efforts consentis par les humains?
 - Clarté des données connexes – par exemple, qui détient les données et les perspectives qui s'y rattachent.
 - Préparation des employés – il faut par exemple reconnaître que tous les emplois évolueront; combien d'emplois seront relocalisés et lesquels et quelles seront les compétences requises pour conserver les emplois?
- L'intelligence artificielle est capable de compréhension, de raisonnement et d'apprentissage.
- Les applications d'intelligence artificielle comprennent le droit fiscal, la médecine et les exigences réglementaires.
- L'intelligence artificielle est susceptible de modifier les façons dont « fonctionnent » les gouvernements; les centres d'appels peuvent par exemple utiliser l'intelligence artificielle pour aider les citoyens.
- La chaîne de blocs, qui est – en principe – un registre distribué immuable peut remplacer les « intermédiaires »; les applications comprennent les monnaies numériques, l'expédition, la salubrité des aliments et le suivi des médicaments.
- La technologie de la chaîne de blocs fera pour les transactions fiables ce qu'Internet a fait pour l'information.
- On estime que 20 % de l'information mondiale peut être consultée sur Internet; les entreprises détiennent 80 % de l'information restante.
- À l'avenir, nous ne vivons pas dans un monde où chacun doit être un spécialiste des données; ceci étant dit, l'intelligence artificielle et la technologie de la chaîne de blocs modifieront tous les emplois et il est important de se préparer pour faire face aux changements qui se produiront.
- Il est possible d'obtenir un « très bon » emploi dans l'économie des données avec un diplôme d'études secondaires (six années d'études) ou un diplôme d'études collégiales ou universitaires (moins de quatre ans d'études).

- À l'avenir, le recyclage professionnel à la mi-carrière sera une composante importante et l'apprentissage et la formation doivent se faire tout au long de la vie.
- Les entreprises devraient se définir comme étant une solution et non pas un produit; elles ne devraient pas non plus « protéger » leur passé.

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR L'HONORABLE NANA AKUFO-ADDO, PRÉSIDENT DU GHANA

L'honorable Nana Akufo-Addo, *président du Ghana*

- Il est nécessaire d'établir un nouveau type de partenariat entre le Ghana et les États-Unis et il existe un désir de rompre avec l'état d'esprit de dépendance qui est dommageable tant pour le donneur que pour le receveur.
- Le Ghana est déterminé à passer de la pauvreté à la prospérité et à une existence digne en l'espace d'une génération.
- Le Ghana vit actuellement une transformation économique et industrielle; parallèlement, les droits sociaux sont respectés.
- Au Ghana, il y a beaucoup de perspectives pour les technologies et les capitaux américains
- Le Ghana possède d'abondantes ressources naturelles, y compris du minerai de fer et du manganèse; toutefois il est important de trouver de la valeur ajoutée et de ne pas se contenter d'être un exportateur de ressources brutes.
- Le Ghana est en train de développer les secteurs stratégiques qui dépendent de ses ressources naturelles et fait des efforts systématiques pour exploiter ses réserves pétrolières et gazières.
- Au Ghana, l'enseignement public est désormais gratuit et tous les citoyens ont accès aux soins de santé.
- Le Ghana, qui enregistre un déficit d'infrastructure, vient d'adopter un modèle « dynamique » de partenariat public-privé.
- Le moment est venu de « tenir compte » de l'Afrique; désormais, il n'est plus uniquement question de « l'essor de l'Asie », mais également de « l'essor de l'Afrique ».

VOIES VERS LA PROSPÉRITÉ : L'AVENIR DE L'INNOVATION DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Michael Crow, *Université de l'Arizona*

- Dans les États américains, la plupart des systèmes d'éducation sont rigides et immuables et, dans une large mesure, incapables de « comprendre comment » se moderniser.
- Le « décrochage » est un terme péjoratif utilisé pour décrire l'abandon scolaire par une personne d'un établissement d'enseignement qui n'a pas pu se moderniser.
- L'innovation est désormais un élément central de tout ce que nous faisons, mais elle est pourtant globalement anachronique dans le contexte d'une culture scolaire.
- Les étudiants et les communautés – et non pas le corps professoral – sont la raison d'être des établissements d'enseignement; essentiellement, le corps professoral est un moyen pour parvenir à une fin.
- Les États-Unis doivent se doter d'un système d'éducation adaptatif qui évolue lorsque l'environnement extérieur change et peut être modernisé au rythme des changements économiques.
- L'excellence académique et l'accès à l'éducation devraient être regroupés au sein d'une seule institution.
- En ce qui a trait à l'accès, les établissements d'enseignement public devraient être accessibles à tous.
- Étant donné qu'à l'avenir, il y aura toujours des avancées technologiques et que le rythme de ces avancées continuera à s'accélérer, les pays devraient faire de la mise en place d'une main-d'œuvre souple une de leurs priorités.
- Les établissements d'enseignement devraient être évalués en vue de déterminer les résultats concernant notamment le nombre de diplômés, le montant alloué à la recherche, le nombre d'apprenants, les coûts, etc.
- Des efforts devraient être déployés pour comprendre « ce qu'il faut » pour réussir dans le monde de demain.

Kevin Carey, *New America*

- Nous avons besoin de nouveaux modèles éducatifs pour aider les étudiants à trouver de meilleurs emplois après l'obtention de leur diplôme.
- Aux États-Unis, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États ont un intérêt commun à déterminer quels sont les rendements de leurs investissements en éducation.
- Nous devons disposer de meilleures données sur l'éducation, les marchés du travail et la main-d'œuvre.

- L'apprentissage est un vieux concept qui a sa pertinence dans le contexte actuel.

PRENDRE SOIN DE NOS ANCIENS COMBATTANTS EN LEUR OFFRANT DES TRAITEMENTS ET DES SERVICES DE RÉADAPTATION NOVATEURS

David Shulkin, *secrétaire du département des Anciens Combattants des États-Unis*

- Aux États-Unis, le gouvernement fédéral et les gouvernements des États devraient travailler en collaboration pour soutenir les anciens combattants; à titre d'exemple, ils pourraient collaborer relativement à l'élargissement des services de télésanté, aux initiatives de prévention des chutes, à l'accélération du règlement des revendications, aux cimetières pour les anciens combattants et à l'itinérance chez les anciens combattants, entre autres.
- Les anciens combattants américains vieillissent et ils auront besoin de plus de services, voire de services différents, alors qu'ils continuent à prendre de l'âge.
- Les priorités concernant les anciens combattants américains comprennent notamment ce qui suit :
 - fournir aux anciens combattants un plus grand choix en ce qui concerne les lieux d'accès aux soins de santé et aux autres services et les façons d'y accéder;
 - moderniser les systèmes et les installations, notamment les dossiers électroniques et les édifices;
 - améliorer la rapidité des services et la transparence relative à l'accès;
 - affecter des ressources aux services qui sont importants pour les anciens combattants;
 - prévenir les suicides des anciens combattants, notamment en leur permettant d'avoir accès en temps opportun à des services qui contribuent à sauver des vies.

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET L'AVENIR DU TRAVAIL

Brad Smith, *Microsoft*

- Partout aux États-Unis, des lacunes subsistent sur le plan des débouchés et certaines personnes sont laissées-pour-compte.
- Aux États-Unis, l'accès aux services à large bande et aux compétences numériques constituent deux des lacunes importantes sur le plan technologique.
- L'accès aux services à large bande est devenu une nécessité de la vie et il doit être abordé comme tel, notamment en élaborant une stratégie nationale visant à éliminer l'écart existant en la matière; les services à large bande jouent un rôle important pour l'agriculture de précision, la télémédecine et l'apprentissage numérique, entre autres utilisations.

- On estime que plus de 25 millions d'Américains n'ont pas accès aux services à large bande et ce nombre est probablement en deçà de la réalité; 19 millions d'entre eux vivent dans des régions rurales.
- Dans 21 États américains, plus d'un tiers de la population n'a pas accès aux services à large bande.
- De meilleures données sont nécessaires pour recenser les foyers américains qui n'ont pas accès aux services à large bande.
- Aux États-Unis, de plus en plus d'emplois nécessitent un diplôme en informatique, ce qui a créé un besoin d'assurer l'offre de cours d'informatique aux étudiants.
- Les États-Unis doivent se doter d'un « Plan Marshall numérique »; les secteurs public et privé devraient travailler en collaboration et différemment et des efforts devraient être consentis pour veiller à ce que les régions rurales aient accès aux services à large bande.

Kathleen McLaughlin, *Fondation Walmart*

- La raison d'être des entreprises est de servir la société et elles maximisent leur rendement lorsqu'elles maximisent leurs contributions à la société.
- À long terme, les intérêts des entreprises et de la société convergent.
- Certains Américains désirent gagner de l'argent tout en apprenant et apprendre tout en gagnant de l'argent; l'acquisition continue du savoir durant le travail est la voie de l'avenir.
- Les changements technologiques ont des répercussions sur les emplois; il est essentiel de mettre l'accent sur l'avenir du travail en tenant compte de l'intelligence artificielle et de l'automatisation, entre autres.
- La technologie peut être utilisée pour accélérer la progression de l'apprentissage.

Respectueusement soumis,

L'honorable Michael L. MacDonald,
sénateur et coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

L'honorable Wayne Easter, C.P.,
député et coprésident
Groupe interparlementaire
Canada–États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada–États-Unis
ACTIVITÉ	Réunion hivernale de la National Governors Association
DESTINATION	Washington, D.C., États-Unis d'Amérique
DATES	Du 23 au 25 février 2018
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Anne C. Cools L'honorable Scott Tannas
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable Wayne Easter, C.P., député M. Kerry Diotte, député M. Marc Serré, député
PERSONNEL	M ^{me} Miriam Burke, secrétaire exécutive M ^{me} June Dewetering, conseillère principale
TRANSPORT	9 164,27 \$
HÉBERGEMENT	4 915,88 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 637,60 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	7 071,47 \$
TOTAL	23 789,22 \$